

## Lettre au DG

## ÉDITO

**Comme éditorial, nous vous présentons la lettre qui a été remise au directeur général Sylvain Lambert à la manif du 30 octobre dernier.**

Monsieur Lambert,

**V**ous le savez, nous, les professeur.es, avons à cœur notre travail et la réussite de nos étudiant.es.

Mais depuis le début de la pandémie, à la mi-mars, notre travail a été profondément bouleversé. Il a fallu nous adapter dans un très court laps de temps et avancer dans l'inconnu. Nous commençons à ressentir de sérieux signes d'épuisement, d'anxiété, de solitude et de découragement malgré tous les efforts fournis pour offrir à nos étudiant.es les meilleurs cours possibles dans les circonstances.

Pour être francs avec vous, nous sommes inquiet.es de la qualité de la formation et du soutien offerts aux étudiant.es affecté.es par les conditions actuelles. En ce moment, pour éviter d'être en surcharge de travail les soirs et les fins de semaine, on nous suggère de couper. Couper dans les contenus, dans les heures de cours, réduire la longueur des évaluations. Et cela nous inquiète. Couper, c'est facile à dire, mais c'est souvent difficile à faire et long à planifier collectivement pour que l'enseignement reste cohérent. Et l'échéance du prochain cours, de la remise de travaux corrigés nous frappe de plein fouet à un rythme difficile à soutenir.

Notre inquiétude est d'autant plus grande que les problèmes causés par l'enseignement à distance affectent aussi la motivation et la réussite de nos étudiant.es. Et on les comprend. Difficile d'avoir une bonne relation pédagogique face à un écran noir recouvert de pastilles anonymes quand il y a très peu d'interactions. Nous voudrions que vous nous offriez des moyens concrets pour remédier à ces multiples problèmes.

Nous savons que localement, vous ne pouvez pas inventer des ressources. Nous vous demandons plutôt de faire pression avec nous auprès du MES pour obtenir une augmentation de 20 % des ressources dédiées à

l'enseignement, et ce, dès maintenant. C'est maintenant que nous répartissons les ressources pour l'hiver. C'est donc maintenant que nous avons besoin de ce signal de la part de notre ministère. Moins d'étudiant.es par groupe dans certains cas, moins d'heures d'enseignement pour d'autres, c'est plus d'heures d'encadrement pour chacun d'eux. Le calcul est simple. M. Lambert, on a besoin de votre soutien !

Si, localement, vous ne pouvez pas nous donner des ressources, vous pouvez, par contre, vous engager fermement à diminuer les exigences en ce qui a trait aux travaux collectifs. Vous pourriez, par exemple, interpeller le MES pour lui demander de reporter les travaux de révision de programmes d'étude. Il n'y a pas d'urgence à réviser les programmes. L'urgence, dans notre cas, c'est plutôt d'avoir de meilleures conditions pour l'enseignement des programmes actuels et pour l'apprentissage des étudiant.es.

En assemblée générale, nous avons adopté les demandes que nous vous présentons aujourd'hui. Nous savons que nous sommes tou.te.s dans le même bateau avec cette pandémie. Nous avons à cœur la qualité de la formation offerte à Édouard-Montpetit. Profitons de ce moment de crise pour resserrer les liens qui nous unissent, la direction, les professeur.es, les autres employé.es et les étudiant.es. Faisons preuve d'écoute et de solidarité les uns avec les autres. Nous avons besoin de savoir que la direction nous supporte dans la situation actuelle. Nous avons besoin que notre institution réaffirme l'importance de notre santé et de notre enseignement et prenne des positions claires, cohérentes et fortes. Pour le bien de nos étudiant.es.

Merci d'être venu à notre rencontre et de nous avoir écoutés. Nous espérons que vous donnerez suite à ces demandes et, si vous le faites, que vous nous en informerez. Nous sommes aussi prêt.es à vous écouter.

Bien à vous,

Yves Sabourin

pour le SPPCEM

# Iconographie du numéro

babillard



## L'actualité commentée par les murs

Au principe du présent corpus, j'avais la volonté de rendre hommage à Joyce Echaquan, morte dans une violence inouïe, hors de toute dignité. Plutôt que de reprendre des images déjà diffusées sur Internet (histoire aussi de fuir ce maudit écran qui m'arrache les yeux), je suis sorti écouter les murs parler d'octobre et de cet automne insensé.

Alexis Desgagnés

## Nouvelles permanences A2020

### Félicitations à toutes et à tous !

- |    |   |    |   |
|----|---|----|---|
| 1  | Desruisseaux, Benoit, Avionique                   | 13 | Lambert, Marie-Andrée, Littérature et français  |
| 2  | Dumas Roy, Jeanne, Avionique                      | 14 | Ménard, Jean-Sébastien, Littérature et français |
| 3  | Daigle, Jean-François, Avionique                  | 15 | Ouellet, Anie, Littérature et français          |
| 4  | Laguerre, Claudie, DATA                           | 16 | Morel, Sabrina, Physique                        |
| 5  | Ouellet, Cynthia, Denturologie                    | 17 | Potel, Simon, Préenvol                          |
| 6  | Charette, Claire, Hygiène dentaire                | 18 | Richer, David, Propulseur                       |
| 7  | Gendron, Éric, Informatique                       | 19 | Giguère, Claudine, Psychologie                  |
| 8  | Blais S., Mathieu, Littérature et français        | 20 | Lavoie, Chantale, Psychologie                   |
| 9  | Bleau, Alexandre, Littérature et français         | 21 | Vandenbossche-Makombo, Jade, Psychologie        |
| 10 | Dionne-Boivin, Véronique, Littérature et français | 22 | Gauthier, Annie, Radiodiagnostic                |
| 11 | Harvey, François, Littérature et français         | 23 | Gignac, Catherine, Radiodiagnostic              |
| 12 | Jobin, Émilie, Littérature et français            | 24 | Ayotte, Jessica, Soins infirmiers               |
|    |   | 25 | Gordon, Jonathan, Soins infirmiers              |

### sommaire

L'entente en mode dépression   M. Wright.....	3	Les pastilles   H. Beauchemin-Lachapelle .....	11
Pourquoi doit-on se préoccuper de sa santé mentale ?   F. Demers.....	4-5	Après la liste   S. Bellemare-Page .....	12-13
Hausse significative des inscriptions à la session A20 : les impacts sur la tâche   Y. Sabourin .....	6-7	Elvis toujours vivant ! (2 <sup>e</sup> partie)   D. Laferrière.....	14-15
Les théories complotistes prennent-elles racine dans l'esprit des cégépiens ? Entrevue avec Martin Geoffroy (CEFIR)   S. Bellemare-Page .....	8-9-10	Écouter les murs parler de cet automne insensé.   A. Desgagnés.....	16

Ce numéro a été réalisé sous la responsabilité des membres du Comité de rédaction du journal. La mise en pages est de Sylvie Dubé. Les articles publiés ne représentent l'opinion que de leurs auteurs, y compris ceux signés par les membres du Comité de rédaction, à moins d'avis contraire.

Visitez notre site et suivez-nous sur Facebook : [www.sppcem.org](http://www.sppcem.org) - [www.facebook.com/SPPCEM](https://www.facebook.com/SPPCEM)

# L'entente en mode dépression

Marie Wright | V.p. à l'application de la convention collective



CRT

**Nous vous avons présenté un projet d'entente sur l'enseignement à distance en temps de pandémie. Vous nous avez donné de nouveaux mandats pour bonifier cette entente, notamment en ce qui a trait à l'usage de la caméra, à la suspension de travaux non essentiels, au maintien d'un horaire semblable à une session normale, aux modalités encadrant la surveillance des examens et à la possibilité de mettre sur pause l'évaluation des nouveaux professeurs et nouvelles professeures<sup>1</sup>.**

**N**otre but était bien sûr d'aller négocier avec la direction cette dite entente qui, par ailleurs, avait fait l'objet de travaux assidus de la part de nos prédécesseurs. Pour nous, cette entente a surtout objectif de baliser la façon dont l'enseignement à distance est déployé, afin, d'une part, que l'urgence ne nous oblige pas à trop piler sur nos conditions de travail et, d'autre part, que ce qui se passe actuellement ne laisse pas la porte toute grande ouverte à une transformation radicale de notre métier, en rendant l'enseignement à distance beaucoup plus répandu et alléchant qu'il ne l'est actuellement.

Mais s'il est une chose que la situation actuelle démontre

<sup>1</sup> Voir l'Info-sppcem du 19 octobre, où vous trouverez l'entièreté de la proposition adoptée lors de l'assemblée générale du 7 et du 14 octobre derniers.



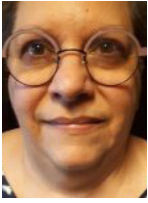
en lettres de feu, c'est que l'enseignement à distance est loin d'être LA solution miracle à tout, comme certains chantres de la techno-éducation voudraient nous le faire croire. À preuve : nous sommes épuisé.es, cerné.es par la lourdeur de la tâche, par la multiplication des heures passées à encadrer des étudiantes et étudiants angoissés (on les comprend), par l'écran entre nous et notre classe, qui ne laisse pas circuler tout ce que la relation pédagogique peut avoir de nourrissant. Peu à peu, nous, les profs, nous nous vidons de notre énergie. Le sondage sur la surtâche et la santé psychologique auquel vous avez participé, comme une douzaine d'autres cégeps, le montre bien : 22 % des profs vivent un risque important de détresse psychologique, dans le réseau, et cela dépasse les 50 % chez nous à Édouard. Et on est juste en novembre. Les vacances d'été sont encore loin.

Ce signal d'alarme quant à la santé psychologique des profs, le Collège l'a très bien saisi. Aux ressources humaines, toute l'équipe a mis de côté son plan de travail (dont la signature d'une entente sur l'enseignement à distance avec nous) pour se concentrer sur des moyens d'aider les profs. Leur principale préoccupation est donc la santé psychologique.

Bref, nous avons convenu avec la direction de continuer à travailler sur des éléments permettant d'améliorer le sort des profs, mais de ne pas mettre tous nos efforts pour en arriver à la signature d'une entente. Pour que les signatures du Collège et du syndicat soient apposées en bas d'un document, il y a beaucoup d'heures de travail, beaucoup de consultations. Chaque phrase doit être scrutée, chaque élément doit être étudié pour en peser les conséquences sur l'ensemble des services de l'institution.

Mais rassurez-vous, les éléments sur lesquels nous vous avons consultés en assemblée générale ne seront pas pour autant oubliés. Nous continuerons à travailler pour respecter le mandat que vous nous avez donné, notamment en CRT, en attendant d'en arriver à une entente globale formelle.

En tout cas, l'enseignement à distance ne démontre pas, c'est le moins qu'on puisse dire, qu'il est l'avenir de l'éducation.



# Pourquoi doit-on se préoccuper de sa santé mentale ?

France Demers | Trésorière

## Santé sécurité

**Les problèmes de santé mentale peuvent affecter tout le monde. Avant le contexte de la pandémie que nous vivons actuellement, la moitié des congés d'invalidité au Cégep Édouard-Montpetit étaient reliés à des problèmes de santé mentale comme la dépression et l'épuisement professionnel.**

La situation exceptionnelle dans laquelle nous nous trouvons ne fera rien pour améliorer les choses. Comment reconnaître les signaux avant-coureurs de troubles de santé mentale ? Il faut être à l'écoute des signes que notre corps nous envoie et des changements de comportements :

- Être cynique ou critique au travail, avoir toujours une réaction négative ou se montrer soupçonneux.se à l'égard des conditions de travail.
- Avoir de la difficulté à se mettre au travail ou à être productif.ve à son arrivée.
- Être irritable ou impatient.e avec ses collègues, ou ses étudiant.es.
- Manquer d'énergie, ou avoir un comportement apathique ou éprouver du désespoir.
- Être fatigué.e, être distrait.e ou manquer d'attention.
- Être insatisfait.e de ses réalisations ou ne plus ressentir de plaisir dans les activités à l'extérieur du travail.
- Avoir le sentiment que son travail ou sa contribution ne sont pas appréciés à leur juste valeur.
- Être désillusionné.e au sujet de son travail, se sentir détaché.e ou déconnecté.e.
- Sentir le besoin de consommer de la nourriture, de la drogue ou de l'alcool pour se sentir mieux ou simplement pour ne plus ressentir certaines émotions.
- Observer une modification de ses habitudes de sommeil (difficulté à s'endormir ou à rester endormi.e).
- Vivre une modification de son appétit (suralimentation ou sous-alimentation).
- Souffrir de maux de tête, de maux de dos ou d'autres problèmes physiques inexplicables.

Si ces signaux sont persistants, il est sans doute plus prudent de consulter un.e professionnel.le de la santé. Mais avant d'en arriver là, il y a des façons de prévenir la détérioration de notre santé mentale.

## Facteurs de risque

Selon le site du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail (CCHST)<sup>1</sup>, les facteurs de risques qui peuvent avoir un effet sur la santé mentale sont nombreux :

- Des exigences déraisonnables
- Un manque de contrôle ou une incapacité d'influer sur les décisions qui ont une incidence sur son travail (p. ex., horaire, charge de travail et ressources)
- Des attentes relatives au travail mal définies
- Un milieu de travail médiocre (intimidation, harcèlement, etc.)
- Une non-concordance des valeurs ou une incompatibilité personne-emploi
- Un soutien insuffisant, que ce soit au travail ou à la maison
- Un déséquilibre entre le travail et la vie personnelle

## Résultats du sondage sur la santé mentale au CÉM

Il y a longtemps que nous disons que notre charge de travail s'alourdit de plus en plus, mais depuis le début de la pandémie, la surcharge a explosé. Pour avoir un portrait de l'état de nos troupes, nous vous avons envoyé un questionnaire afin d'évaluer la surcharge de travail et l'état de la santé mentale de la communauté professorale du CÉM. Ce sondage a été soumis à tou.tes les professeur.es des cégeps affiliés à la FNEEQ. Plus de 2 400 professeur.es y ont répondu, ce qui constitue 16 % de l'effectif total. Ici au CÉM, 222 personnes y ont répondu en provenance de 35 disciplines d'enseignement. C'est environ 37 % de notre effectif.

Les résultats du sondage ont été évalués en fonction de l'échelle de détresse psychologique de Kessler. Cette échelle de 1 à 24 permet d'évaluer selon six critères le degré de détresse psychologique d'une personne.<sup>2</sup>

1 [https://www.cchst.ca/oshanswers/psychosocial/mentalhealth\\_jobburnout.html](https://www.cchst.ca/oshanswers/psychosocial/mentalhealth_jobburnout.html)  
2 <https://www.inspq.qc.ca/boite-outils-pour-la-surveillance-post-sinistre-des-impacts-sur-la-sante-mentale/instruments-de-mesure-standardises/fiches-pour-les-instruments-de-mesure-standardises-recommandes/detresse-psychologique>

Le tableau suivant représente bien la distribution des résultats au test de Kessler 6 au CÉM :

Niveaux de détresse	Nombre	Pourcentage
Pas de détresse ou faible détresse (0 à 7)	13	5,9 %
Détresse psychologique modérée (8 à 12)	69	31,2 %
Détresse psychologique sérieuse (13 et +)	139	62,9 %

Une analyse plus détaillée des résultats du sondage a révélé que les répondant.es présentant un niveau de détresse psychologique sont majoritairement des femmes (65 %). En plus du stress lié à l'enseignement à distance et à la pandémie, on devine que la conciliation travail-famille dans un tel contexte peut contribuer à l'augmentation de la charge mentale des femmes.

Mais une fois qu'on sait cela, que faire ?

## Prendre soin de nous

Depuis le début de la pandémie, et plus particulièrement depuis la rentrée, nous, membres de votre comité exécutif, vous disons de prendre soin de vous. Bien sûr, nous demandons des ressources pour alléger notre tâche. Bien sûr nous les espérons de tout cœur mais, en attendant, que peut-on faire concrètement comme prof pour aller mieux ?

On peut tout d'abord diminuer nos exigences envers nous-même. C'est dans l'ADN des enseignant.e.s d'être perfectionnistes et d'avoir des attentes très élevées. Personne ne nous en voudra si nous les diminuons un peu. Plutôt que de viser à être le ou la super prof, on pourrait tout simplement viser à être un.e bon.ne prof. On doit aussi trouver un équilibre entre notre vie au travail et notre vie personnelle. Si notre travail nous envahit, il est peut-être temps de lâcher du lest ou encore de travailler en collaboration avec les collègues. L'important, c'est d'être conscient.e que c'est un problème réel qui peut tous et toutes nous toucher.





# Hausse significative des inscriptions à la session A20 : les impacts sur la tâche

Yves Sabourin | Président

Ressources

À la fin du mois de septembre, après la date limite d'abandon, le collège nous a transmis les inscriptions réelles aux cours de la session d'automne, ce qui nous a permis de constater qu'il y avait eu une hausse marquée de celles-ci par rapport aux prévisions qui avaient été déposées au mois d'avril dernier.

Nous avons d'abord constaté une hausse globale des inscriptions de 10,1 % par rapport à ce qui était prévu.

## Nombre de profs alloués par le ministère sur une base annuelle (ETC)

	Avril (Prévision)	Septembre	Écart	Écart (%)
Longueuil	358,35	373,92	15,57	+4,3 %
ÉNA	66,91	69,85	2,94	+4,4 %
<b>Total :</b>	<b>425,26</b>	<b>443,77</b>	<b>18,51</b>	<b>+4,4 %</b>

## Inscriptions aux cours de la session d'automne

	Avril (Prévision)	Septembre	Écart	Écart (%)
Longueuil	31327	34489	3162	+10,1 %
ÉNA	4809	5281	472	+9,8 %
<b>Total :</b>	<b>36136</b>	<b>39770</b>	<b>3634</b>	<b>+10,1 %</b>

Cette hausse du nombre d'inscriptions par rapport aux chiffres prévus a eu deux effets. Premièrement, cela a entraîné une hausse des périodes-étudiants par semaine (les PES se calculent en multipliant le nombre d'étudiants par le nombre de périodes d'enseignement/ semaine). Ces chiffres sont utilisés par le ministère pour déterminer le nombre de profs alloués pour chaque programme d'études et pour la formation générale.

## PES de la session d'automne

	Avril (Prévision)	Septembre	Écart	Écart (%)
Longueuil	120416	132009	11593	+9,6 %
ÉNA	19752	21593	1841	+9,3 %
<b>Total :</b>	<b>140168</b>	<b>153602</b>	<b>13434</b>	<b>+9,6 %</b>

Les PES ont un impact sur le nombre de profs que le ministère alloue au collège pour l'enseignement.

Notez que les allocations ministérielles sont calculées pour l'ensemble de l'année. Comme les prévisions pour l'hiver n'avaient pas été révisées, pour évaluer l'effet de la hausse à la session d'automne sur le nombre de profs et en pourcentage, il faut multiplier par 2. Cela veut donc dire que la hausse du nombre d'inscriptions aux cours a eu comme conséquence l'ajout d'environ 31 profs supplémentaires à Longueuil et de 6 à l'ÉNA à la session d'automne, ce qui représente une hausse d'environ 8,8 % globalement.

Les programmes d'études les plus touchés par la hausse des PES sont les suivants :

## Programmes les plus touchés

	PES	ETC	ETC en %
Formation générale	9,5 %	4,31	4,9 %
Sciences humaines	14,0 %	2,8	7,0 %
TEE	14,9 %	0,77	6,7 %
Arts et lettres	22,1 %	0,74	11,9 %
TIM	17,7 %	1,33	8,7 %

La hausse des inscriptions aux cours a aussi eu un autre effet. Le modèle de répartition du collège prévoit une hausse du nombre de profs à engager pour l'enseignement. Lorsque le collège a choisi d'ouvrir des groupes supplémentaires au début du mois d'août dernier, cela s'est effectivement traduit par une hausse du nombre de profs engagés pour

l'enseignement. Mais lorsque cela ne s'est pas réalisé, ou bien lorsque le nombre de groupes ajoutés a été insuffisant, la hausse des inscriptions a eu pour effet d'augmenter le nombre d'étudiant.es à encadrer, donc la lourdeur de notre charge de travail.

Dans le cadre des deux dernières conventions collectives, nous avons convenu avec la partie patronale d'un ajout de ressources pour éviter que des disciplines aient un trop grand nombre d'étudiant.es à encadrer. Au collège, globalement, nous disposons de 5,59 ETC pour cela. La FNEEQ et le CPNC ont convenu d'une méthode de calcul pour estimer l'ajout de ressources pour éviter qu'il y ait trop d'étudiant.es à encadrer.

Avec les chiffres de cette année, nous l'avons calculé et voici le résultat :

Discipline	Ajout de ressources pour le trop grand nombre de PES
Éducation physique	0,20
Géographie	0,14
Histoire	0,16
Philosophie	1,43
Psychologie	0,37
Anthropologie	0,14
Économie	0,13
Politique	0,17
Sociologie	0,15
Tech. Administratives	0,61
Littérature/français	2,05
Langues	0,10
	<b>5,65</b>

**Un assez grand nombre de cours se sont retrouvés avec 40 étudiant.es ou plus en moyenne dans ces disciplines cet automne, ce qui est énorme. Nous avons donc demandé au collège de réduire la taille moyenne des groupes à moins de 38 cet hiver afin de compenser pour la surcharge de l'automne.**

La hausse des inscriptions de 10 % a aussi nécessité l'embauche d'un grand nombre de profs en août, peu de temps avant le début des cours, ce qui fait que les départements ont vu leur charge de travail collective s'alourdir par l'assistance professionnelle qu'ils ont dû faire auprès de ces personnes. La plupart du temps, cela a pour effet d'alourdir la charge de travail des coordinations, qui nous ont demandé de revoir à la hausse leur libération.

Au moment d'écrire ces lignes, nous venons de recevoir le projet de répartition du collège pour l'hiver. De façon générale, à ce moment-ci, la direction a répondu à nos demandes. Nous constatons que le collège a ajouté des ressources à la coordination départementale étant donné la hausse des inscriptions aux cours et des allocations ministérielles prévues. Nous constatons aussi que la taille des grands groupes a été réduite, à quelques exceptions près, à moins de 38, que les départements qui reçoivent une allocation basée sur une CI de 39 vont continuer à recevoir leur allocation sur cette base et que le comité exécutif disposera de 3,5 ETC/session pour accomplir son travail, une première ! De plus, le collège conserve une marge de manœuvre qui nous semble raisonnable dans les circonstances étant donné l'incertitude concernant la persévérance et la réussite des étudiant.es en ces temps de pandémie. Il a aussi annoncé son intention de répartir toutes les ressources qu'il peut dans le volet 1 en visant à distribuer tout ce qu'il reçoit du ministère.

Nous demandons que ces lignes directrices se poursuivent jusqu'au début des cours pour qu'on puisse bénéficier d'un octroi normal de ressources... à moins que le ministère décide d'en ajouter 20 %, tel que demandé par la FNEEQ, auquel cas nous aurions une session sans surcharge de travail et où nous pourrions mieux encadrer nos étudiant.es et préparer nos cours.



# Les théories complotistes prennent-elles racine dans l'esprit des cégépiens ?

Stéphanie Bellemare-Page | V.p. info

**Entrevue avec le directeur du CEFIR et professeur de sociologie du CÉM Martin Geoffroy.**

Le Centre d'expertise et de formation sur les intégrismes religieux, les idéologies politiques et la radicalisation (CEFIR) a été créé le 17 octobre 2016 au Cégep Édouard-Montpetit. Ses activités de recherches, financées notamment par le CRSH, ont comme objectif de prévenir la radicalisation par le développement de nouveaux savoirs scientifiques sur les extrémismes religieux et politiques. Nous avons appris le 8 octobre dernier que le CEFIR se penchera sur les théories du complot autour de la COVID-19 dans le cadre d'un nouveau projet de recherche financé par le ministère de la Sécurité publique du Québec.

**Q : Quels sont les liens entre l'extrême-droite québécoise et les influenceurs des réseaux conspirationnistes ?**

Depuis le début de la pandémie, certains chercheurs (Argentino et Amarasingam, 2020) ont tenté de catégoriser les différents types de théories conspirationnistes en lien avec la COVID-19. Ces derniers ont relevé cinq principaux types de théories de la conspiration en lien avec la pandémie : 1) les conspirations anti-gouvernementales ; 2) les conspirations de la COVID-19 comme arme biologique ; 3) les conspirations du contrôle social ; 4) les théories du chaos et 5) les théories à base religieuse. Les conspirations anti-gouvernementales émanent principalement des mouvements anti-autorités (Perry et Scrivens, 2018) dans lesquels on retrouve plusieurs réseaux d'individus qui contestent toutes les formes d'autorités de l'État sur leur personne au nom de principes légaux qui n'ont de valeurs juridiques qu'à leurs yeux. Par exemple, ces derniers pensent que la pandémie serait le résultat d'une conspiration du gouvernement chinois découlant des ondes émises par les réseaux 5G qui émettraient des radiations toxiques. D'autres individus estiment que la Chine aurait construit le virus de toutes pièces en laboratoire pour s'en servir comme arme biologique. Les théories du contrôle social postulent que la pandémie donne l'occasion aux divers gouvernements de contrôler les populations, restreignant ainsi sévèrement leurs libertés fondamentales. Certains individus, comme l'animateur André Pitre de la chaîne YouTube d'extrême-droite le Stu-Dio, affirment qu'ils sont en « guerre » contre ces restrictions. Les théories du chaos proviennent principalement du mouvement survivaliste qui est constitué d'une constellation hétéroclite d'individus qui attendent, et surtout se préparent, depuis longtemps, à un effondrement civilisationnel (Geoffroy, 2019) qu'ils désignent souvent comme un



« bris de normalité ». Finalement, les théories religieuses proviennent de groupes religieux qui perçoivent souvent les gouvernements et les institutions sociales comme étant « sataniques » parce qu'ils sont séculiers et que les droits de Dieu devraient passer avant les droits humains. C'est le cas de certains intégristes catholiques comme la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X. Plusieurs groupes religieux refusent toutes formes de vaccination parce qu'ils sont convaincus que seul Dieu peut les guérir, notamment La Mission de l'Esprit-Saint. En bref, toutes ces hypothèses font concurrence à la version officielle des événements sur le marché des idées.

Plusieurs des leaders de l'actuel mouvement contre les mesures sanitaires proviennent de groupes d'extrême-droite québécois. Par exemple, Steeve l'Artiss Charland est l'ancien no 2 de la Meute et Mario Roy est un ancien de La Meute et il est actuellement un sympathisant de Storm Alliance. Alexis Cossette-Trudel s'est présenté comme candidat aux dernières élections provinciales sous la bannière du Parti Citoyens au pouvoir, un parti populiste d'extrême-droite qui a récolté seulement 0,34 % du vote.

**Q : Croyez-vous que de fermer les comptes Facebook de ces leaders, tels qu'Alexis Cossette-Trudel, est une solution pour limiter la propagation de leurs idées ?**

Cela ne changera rien tant que sa chaîne YouTube sera fonctionnelle. Si sa chaîne YouTube était fermée, cela lui couperait une partie de son public, mais il pourrait ensuite continuer à diffuser ses émissions sur le réseau russe VK où il n'y a pas de règlements. (NDLR : au moment de faire l'entrevue, la chaîne YouTube de Cossette-Trudel était encore en fonction). Il ne faut pas museler les gens, il faut prévenir en amont le développement d'un type de raisonnement qui vient directement saper les fondations de notre programme éducatif.

**Q : Quelles sont les premières observations en ce qui a trait au discours conspirationniste autour de la COVID-19 ? Vise-t-il les mêmes cibles ? Utilise-t-il les mêmes techniques de persuasion ?**

Ce qui est important pour les individus qui adhèrent aux théories du complot, ce ne sont pas les faits, mais l'intérêt du récit et sa visibilité sur les réseaux sociaux. Le confinement fait tristement la démonstration que les professeur.es ne sont pas très présent.es sur les réseaux sociaux et, surtout, qu'ils ou elles ne possèdent pas pour la plupart les connaissances et les outils nécessaires pour concurrencer les complotistes sur le marché virtuel des idées. En raison aussi du confinement qui augmente le temps d'exposition des jeunes aux réseaux sociaux, nous pouvons déjà constater que la pandémie amplifie la diffusion des théories de la conspiration. Plus largement, on pouvait déjà observer la présence accrue des théories de la conspiration sur les réseaux sociaux avant la pandémie, à cause de la dérégulation du marché des idées. Le théorème de la crédulité (Bronner, 2013) indique que plus le nombre d'informations qui ne sont pas sélectionnées par des autorités ou des experts est important dans l'espace social, plus la crédulité a tendance à se propager. Les jeunes cégépiens s'informent presque exclusivement sur les grands réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.) et, bien que ces derniers possèdent certaines règles de fonctionnement, l'information qui y circule est peu régulée, encore moins vérifiée. Elle relève, la plupart du temps, de l'opinion individuelle de militant.es qui réussissent à s'imposer grâce à une présence constante en ligne. Cette présence constante fait en sorte que les théories de la conspiration concernant la COVID-19 et la gestion gouvernementale de la pandémie migrent présentement de certains réseaux sociaux plus obscurs vers la population générale.

**Q : L'un des objectifs de ce projet de recherche est la construction d'outils de prévention destinés aux milieux collégiaux. Quelles formes prendront-ils ?**

Cela reste à déterminer, puisque nous avons seulement reçu des fonds pour la phase 1 (recherche), les outils seront développés dans des phases subséquentes qui ne sont pas encore financées. Mais nous travaillons déjà sur une série de podcasts pédagogiques qui seront mis en ligne sur YouTube à la fin du mois d'octobre et nous avons déjà plusieurs documents pédagogiques disponibles sur notre site web [www.cefir.ca](http://www.cefir.ca).

**Q : Croyez-vous vraiment que les jeunes sont sensibles à ces discours ?**

La pandémie du virus COVID-19 qui a éclaté au début du mois de mars 2020 au Canada a forcé les différents gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral à instaurer des mesures de confinement sévères qui ont des effets anxiogènes sur l'ensemble de la population canadienne. Les premiers résultats [d'une enquête canadienne](#) sur les impacts psychosociaux liés à la COVID-19 montrent

que 25,5 % des Canadiens souffrent d'un stress post-traumatique alors que 28,8 % expérimentent de l'anxiété généralisée. Depuis le début de la pandémie, cette anxiété est alimentée par la diffusion massive sur les réseaux sociaux de fausses informations concernant le virus lui-même, mais aussi de critiques de plus en plus virulentes des mesures gouvernementales. Or, la même étude montre que la confiance envers les autorités est un facteur qui réduit les risques d'impacts psychologiques. La plupart du temps, ces critiques se basent plus sur des idéologies anti-autorités et conspirationnistes que sur des faits scientifiques. Ces idéologies sont produites par des influenceurs qui se présentent très souvent comme les représentants du « peuple », même si la plupart proviennent d'une nébuleuse de réseaux informels d'extrême-droite. Ces réseaux sont suffisamment efficaces pour nuire aux efforts des pouvoirs publics pour protéger la population de la maladie. Ces influenceurs estiment que l'éclatement de la pandémie vient non seulement confirmer leurs idéologies, mais aussi que cette dernière représente une chance extraordinaire d'accélérer l'effondrement des sociétés démocratiques. Sur le plan éducationnel, il est donc important d'intervenir pour contrer les discours anti-autorités et complotistes en ligne, car non seulement ils se répandent insidieusement dans l'imaginaire populaire, mais aussi plus spécifiquement chez les étudiant.es des cégeps du Québec qui ont perdu un contact direct avec leurs enseignant.es depuis le 12 mars dernier. D'ailleurs, l'étude citée ci-dessus montre que les théories du complot sont plus susceptibles de s'ancrer chez les jeunes. Nous proposons donc de mettre en place une veille permanente des discours anti-autorités et complotistes en lien avec la pandémie de la COVID-19, veille qui permettra de comprendre, grâce à l'analyse des données recueillies, les mécanismes de construction (origine et but) de ces discours, dans le but de développer une approche et des outils éducatifs innovants, en ligne, pour les professeur.es et les intervenant.es du réseau des cégeps. Cette recherche permettra à ces derniers d'identifier et de déconstruire, avec les étudiant.es, les discours extrémistes face à la COVID-19 qui peuvent non seulement nuire à la cohésion sociale, mais aussi jusqu'à un certain point mettre en danger la vie des citoyen.es.

**Q : Comme enseignant.es, avons-nous un rôle à jouer à cet égard ? Si oui, quel est-il ?**

Notre rôle est immense. Mais nous n'avons jamais reçu de formation pour faire face à ces discours et la plupart d'entre nous ne connaissent pas la provenance de ces discours et de ces groupes.

Suite page 10 ►

## Les théories complotistes prennent-elles racine dans l'esprit des cégépiens ? (suite)

Dans un contexte de confinement, la présence accrue d'intervenantes des réseaux éducatifs en ligne qui soient capables de comprendre et de vulgariser, au profit des étudiant.es et du grand public, les analyses scientifiques sur la construction de ces discours est devenue impérative. Nous formulons en effet comme hypothèse de recherche qu'il est possible de réduire l'adhésion des jeunes à ces discours en leur démontrant comment ceux-ci se sont construits (identification des origines et des buts cachés) et en les déconstruisant méthodiquement avec eux. Il en découlera une prise de conscience des biais cognitifs, c'est-à-dire des formes de pensée qui dévient de la pensée logique ou rationnelle et qui ont tendance à être systématiquement utilisées dans diverses situations. L'éducation aux biais cognitifs a déjà été testée en France avec un certain succès dans le cadre du Centre de prévention, d'insertion et de citoyenneté de Pontourny (Bronner, 2019).

Notre recherche permettra aussi de mettre en place, en concertation avec nos partenaires, une approche éducative innovante dans le réseau collégial pour réduire la présence des théories de la conspiration dans nos institutions. Il est important de remettre en question les idées complotistes sur la COVID-19, sachant que, par exemple, elles peuvent entraîner le refus de la vaccination chez certains individus. Elle permettra aussi à nos étudiant.es de développer une compétence transversale précieuse, celle de la pensée analytique, utile pour faire face à tout un courant d'idées conspirationnistes qui circulent sur le Web et qui dépassent le cadre de la pandémie. Des recherches récentes ont montré que la maîtrise de la pensée analytique, à laquelle contribuera cette approche éducative innovante, réduit les croyances aux théories de la conspiration (Swami, 2014).

**Q : Vos recherches sont subventionnées par le ministère de la Sécurité publique du Québec à hauteur de 40 000 \$ pour une première année. Vous êtes-vous fait accuser d'être à la solde du gouvernement ?**

Lorsque j'ai reçu l'an passé une subvention de Sécurité Publique Canada pour étudier les réseaux d'extrême-droite, certains prétendaient que nous avions reçu un chèque de Justin Trudeau en personne ! La plupart des subventions que nous recevons (CRSH) sont attribuées par des jurys de pairs au terme de concours très compétitifs dans lesquels les gouvernements ne sont pas impliqués. Dans le cas de la présente subvention du ministère de la Sécurité publique du Québec, c'est nous qui avons soumis un projet de recherche sur la COVID-19 et les théories du complot au gouvernement et pas l'inverse. Et cela nous a pris beaucoup de temps à les convaincre de le financer. Le CEFIR est un collectif de professeur.es de cégeps et d'universités totalement indépendant des gouvernements et qui est politiquement neutre.

**Q : Est-ce difficile parfois d'intégrer certains cercles complotistes ?**

Cela n'est pas nécessaire, ils sont très bavards sur les réseaux sociaux ! Le matériel observable en ligne est suffisant pour la recherche. Mais il est aussi très difficile d'obtenir des entrevues de recherche puisque, selon eux, les enseignant.es font partie intégrante de la conspiration.

**Q : Pour le moment, le mouvement anti-masques s'est montré plutôt pacifiste. Les leaders complotistes représentent-ils un réel danger ? Y a-t-il un potentiel de violence ?**

Depuis le début de la pandémie, j'ai reçu plusieurs menaces de mort sur les réseaux sociaux de la part d'adeptes des théories du complot. Et je suis loin d'être le seul. Ils ne sont pas pacifistes, plusieurs sont très agressifs et ils ont des tactiques d'intimidation très sophistiquées. Dans le contexte d'une pandémie, je pense que le potentiel de violence est très grand.

**Q : Croyez-vous que la possibilité d'un discours critique est limitée par rapport à ce qui se déroule actuellement dans le cadre de la crise sanitaire ?**

C'est une chose de critiquer la gestion gouvernementale de la pandémie, c'en est une autre de vouloir faire des « arrestations citoyennes » du Premier Ministre, du Dr Arruda et de l'ensemble des députés de l'Assemblée nationale en se basant sur des interprétations fantasmées de la loi et d'ensuite inviter la population à renverser le gouvernement par la force. Une société démocratique ne peut pas se permettre que des critiques se manifestent sous la forme d'intimidations ou de menaces à l'intégrité physique des personnes.

**Q : Combien de chercheur.es seront à l'oeuvre dans le cadre de ce projet ?**

Le CEFIR accueille dans son équipe des professeur.es-chercheur.es des collèges qui construisent et effectuent les projets de recherche et des professeur.es-praticien.nes qui, sans nécessairement être des expert.es, développent en symbiose avec les professeur.es-chercheur.es les outils et les interventions pédagogiques. Des étudiant.es des collèges et des universités, ainsi que des stagiaires postdoctoraux viennent s'ajouter à l'équipe. Tous les professeurs et professeures de cégep qui veulent s'impliquer dans les activités du CEFIR sont invité.es à le faire, plus spécialement ceux d'Édouard. Nous avons aussi des professeur.es des Cégeps de Saint-Jean-sur-Richelieu, de Saint-Hyacinthe et du Collège militaire royal de St-Jean qui travaillent avec le CEFIR depuis 4 ans. En effet, nous avons souligné l'anniversaire de l'ouverture du CEFIR le 17 octobre ! C'est une belle équipe !



Aujourd'hui, j'enseigne la structure de l'analyse littéraire. J'y consacre une séance dans les premières semaines de la session ; enseigner ce qui sera évalué, mon modeste tribut sur l'autel de la pédagogie. La différence cet automne, c'est que je le fais devant un écran d'ordinateur, depuis mon sous-sol. Sur Teams, les pastilles colorées et initialées s'agglutinent tranquillement. Il n'est pas encore 8 h 10. La plupart se connectent à la dernière minute. J'y suis habitué. J'ai acquis de l'expérience depuis que j'ai migré en ligne. Quel trac j'éprouvais il y a deux semaines, avant ma première séance sur Teams ! Je me sentais quasiment aussi nerveux qu'à mon entrevue d'embauche, il y a quoi, 7 ans ? Maintenant, je suis en contrôle : personne n'interrompt ma présentation, personne ne remplit l'espace de conversation, personne ne vient briser le flot des documents qui se succèdent sur mon écran partagé. Un peu plus, et on pourrait presque dire que j'enseigne à de gentils fantômes.

La transition de la classe à l'écran a été beaucoup plus facile que prévue. L'horaire des classes est le même, l'enseignement a peu changé : au lieu d'être debout, je reste assis, au lieu de noircir le tableau de mes barbeaux, j'utilise un document Word que je remplis en temps réel. Bien sûr, je ne suis pas encore au même niveau que certains de mes pairs, adeptes émérites de programmes plus performants qui donnent un aperçu en temps réel de l'investissement des étudiant.es. Je me rabats sur les statistiques de téléchargement de mes exercices sur Léa. Ça oscille autour de 50 % quand ce n'est pas évalué ; de 80 % quand ça compte. Les autres ? Ils m'écrivent paniqués quand l'échéance arrive, demandant une extension. Que j'accorde, *because* bienveillance. Autrement, *business as usual*.

Par contre, ce qui diffère, c'est le volume des communications. Et leur nature. Chaque matin, plusieurs MIO impatients m'attendent. Avez-vous reçu mon travail ? Est-ce que la séance est en ligne ? Comment enregistrer un PDF ? Vous en faites probablement l'expérience : les problèmes techniques ont absorbé les problèmes pédagogiques. Le contenu est absorbé par la forme. L'enjeu de notre travail, désormais, ce n'est plus le transfert de connaissances, l'apprentissage comme on l'appelait en 2019, c'est le maintien du contact. Contact informatique, bien sûr, mais le contact humain aussi : est-ce que les étudiant.es

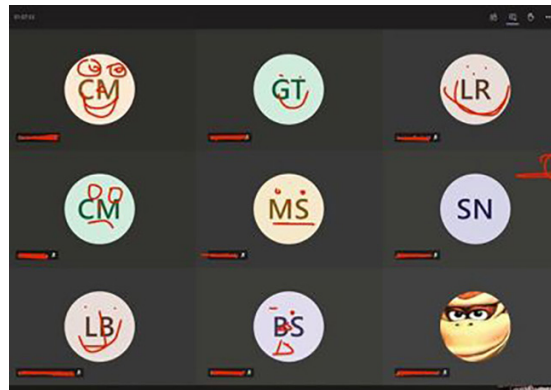
en ligne suivent le cours ? Comprennent-ils réellement la matière ? Sont-ils capables de suivre mes ergotements dans le confort de leur hypnose ? Et ceux qui ne se connectent jamais, que deviennent-ils ? Sans parler de la chaleur, de la proximité... J'ai en tête les mots de ce bon vieux Marshall McLuhan, qui remarquait, dans *Pour comprendre les médias*<sup>1</sup>, que le propre de la technique est de prolonger nos sens ; mais à quoi bon voir ce qui se déroule en temps réel à l'autre bout du monde, entendre toute la musique enregistrée depuis des siècles si je ne peux plus toucher les autres ?

Je ne parle pas seulement de la présence de corps dans un même lieu ; je parle aussi du cœur. Les pastilles sur mon écran sont impassibles : si je fais une erreur, personne ne s'offusque ; si je risque une blague, personne ne rit ; si je digresse sur une œuvre que j'aime, personne ne s'émeut. Cet enseignement sans visage, lieu d'un débat maintenant judiciaire sur la permission ou non d'exiger qu'on apprenne à visage dévoilé, me renvoie l'étrangeté de mon travail. Emmanuel Lévinas faisait du visage la condition initiale de toute éthique ; le visage de l'autre est un appel à ma responsabilité à son égard parce qu'elle me le révèle comme

mon prochain ; là se pose le fondement d'une communauté. Sans visages, comment initier la parole, sinon par inertie institutionnelle ? Comment rendre l'enseignement vivant dans ces conditions ? D'autant plus que, comme me le faisait remarquer justement mon collègue Alexandre Bleau, la classe virtuelle nous prive du lieu fondamental de l'apprentissage, soit la classe ; elle prive l'enseignement de son lieu de réunion, de réalisation, du sanctuaire où le contact des esprits est

possible. La classe virtuelle simule la communauté sans la remplacer, en faisant sentir son absence par sa présence même.

On m'objecte souvent que la situation est exceptionnelle, que l'enseignement à distance n'est pas là pour rester, en tout cas, pas dans sa forme exclusivement en ligne. Que, gavés par l'exposition quotidienne à des écrans, les profs, les étudiant.es voudront revenir en classe dès que la crise sera sous contrôle. Je le crois aussi. Mais je crois aussi que tout ne reviendra pas comme avant ; l'utilisation de l'informatique dans notre travail d'enseignant.es est promis à croître. Et nous n'aurons plus le prétexte de l'urgence pour faire l'économie de la pensée.



<sup>1</sup> Paris, Points, 2016 (1977).



## Après la liste

Stéphanie Bellemare-Page | V.p. info

Comité féministe

**Ça commence par un texto. La rumeur prend de plus en plus souvent cette voie de communication rapide. Un message en gras dans un fil de discussion. T'es au courant ? Tu cliques. Tu es curieuse. C'est l'été de la COVID, tu vois un peu moins tes ami.es que d'habitude. Tu es scotchée à ton téléphone. On te parle du scandale. Du scandale du moment, celui dont tout le monde parle, voyons. T'es pas au courant ? X. a agressé X. Deux filles. L'agresseuse n'est pas celle qu'on croit. Ça commence comme ça.**

En 24 heures, le scandale se répand. Tout le monde est au courant. Le lendemain, d'autres langues se délient. Ou plutôt, des doigts se dégoûdissent. D'autres témoignages apparaissent dans les fils de discussion sur Facebook et Twitter. Des groupes publics se forment. Puis des groupes privés. La rumeur prend de l'ampleur. Jusqu'à atteindre les médias. Les gros noms sortent en premier, font la une. Comportements déplacés. Harcèlement. Agressions.

Sur les réseaux sociaux, les messages sont pour la plupart anonymes. Ils identifient les agresseur.es soupçonné.es. C'est organisé par thème, par ville, par milieu de travail, par secteur du domaine culturel. Ça déferle comme jamais. Aucun milieu n'est épargné. Est-ce par curiosité malsaine que tu as les yeux rivés sur ces récits, incapable de ne pas les lire ? Ou par empathie ?

Dans le milieu littéraire, on t'apprend l'existence d'une liste. Une liste qui compte une centaine de noms. Tu la trouves quelques heures plus tard. La rumeur te conduit vers les pseudos ou les noms de groupes de ceux ou celles qui la diffusent. Elle est longue. Elle comprend beaucoup de noms de gens que tu connais. Parmi eux, des collègues. Des ami.es. Es-tu surprise ? Ce serait mentir que de dire oui. Cette liste n'est associée à aucun témoignage au moment où tu l'ouvres. Les témoignages arriveront plus tard. La dénonciation est bancal. Au bûcher sans accusation.

Par texto encore, tu entends parler de ce groupe privé où l'on retrouve des témoignages contre les agresseur.es du domaine littéraire. Un groupe de soutien réservé aux écrivain.es. Aux éditeurs, éditrices. Aux acteurs du milieu du livre. Un groupe privé, pour protéger les victimes. Un *safe space*, comme on dit. On y entre sur invitation seulement. On nous accepte après avoir rempli un questionnaire. On nous avertit que ça prendra de 24 h à 48 h. Tu signes un engagement de confidentialité. Ce qui se passe là reste là. Tu sais qu'une fois que tu y seras, tu ne pourras plus en sortir. Tu ne pourras plus faire comme si ça n'existait pas.

La maison des horreurs. Ça t'ébranlera. Tu verras non seulement les noms de la liste, mais les dénonciations qui les accompagnent, des récits à jamais ancrés dans ta mémoire. Tu commences à lire les messages. Leur nombre te donne le vertige. Ils débutent tous par les mots-clés, par souci de classement. Comme s'il fallait mettre de l'ordre dans l'innommable. Le nom de l'agresseur.e, les faits reprochés. Les administratrices nous demandent de faire preuve de patience. Il y a un certain délai dans la publication des textes. Elles sont pour ainsi dire débordées. Elles ont décidé qu'elles limiteraient leurs heures de travail entre 9 h et 17 h. Elles seront entourées de psychologues et d'avocates. Elles font des vérifications, identifient les thèmes de chaque dénonciation. TW : violence, harcèlement, agression, abus sur mineur.e, relation non-consentante. Il n'y a pas que les messages. Il y a parfois des centaines de commentaires, dans lesquels d'autres personnes viennent corroborer les dires de la présumée victime. D'autres témoignages apparaissent ainsi dans l'espace paratextuel du commentaire. Certain.es ne sont pas prêt.es à faire le saut. À prendre la parole dans une publication qui leur serait réservée. D'autres écrivent tout simplement : « je te crois ». Tu te sens extérieure à tout cela. Comme si tu y avais échappé, toi qui n'as jamais été agressée après une soirée de poésie, dans une ruelle, comme on pensait que ça n'arrivait plus. Toi qu'aucun éditeur n'a forcée à embrasser. Tu en as pour des heures à lire des témoignages. Celle qui t'avait invitée t'avait pourtant avertie. C'est dur. Ça bouleverse. Ça fesse. Tu es sensible. Et forte. Capable d'en prendre. *Dans un salon du livre à l'étranger, M. m'a agressée. Un matin, j'allais présenter mon manuscrit à tel éditeur, il m'a collée au mur, j'ai cherché de toutes mes forces à m'enfuir, j'ai fait comme si ça ne s'était jamais produit. G. m'a démolie psychologiquement jusqu'au stress post-traumatique. T. a démolie ma réputation. Après avoir fait une critique élogieuse de mon recueil de poésie, j'ai communiqué avec X. Nous nous sommes rapprochés lors d'une soirée arrosée. Après une relation sexuelle non consentie, il ne m'a plus jamais adressé la parole, ni parlé de mes livres. M a répété à plusieurs reprises devant des collègues à quel point j'étais fourrable. J'ai quitté le milieu mais je veux vous avertir de faire attention à T. Je suis lesbienne, les éditeurs ne me parlent pas du tout. Ma non-désirabilité m'efface de la carte littéraire. Amies, j'aimerais vous mettre en garde contre D. W était mon patron. Il me criait après. Je l'entendais appeler mon nom et mon estomac se tordait. Je suis un homme, j'ai été violé par quelqu'un que j'admirais. Je n'ai plus été capable d'écrire pendant 5 ans. À l'époque, j'avais 19 ans, il en avait au moins 20 de plus. C'était la star du département. J'ai cru ce qu'il me disait, que j'avais du talent. Il a voulu coucher avec moi. J'ai refusé. Mais je l'avais laissé m'embrasser dans son bureau malgré un fort dégoût. J'ai dénoncé des collègues. Je longe les couloirs pour éviter les altercations violentes avec leurs alliés.*

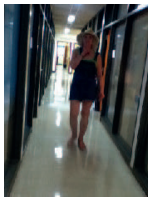
Des heures de lecture de témoignages dont le réalisme et l'ampleur sont trop forts pour que tu les retranscrives ici. Tu en as la nausée. Il est souvent question de *gaslighting* ou de détournement cognitif, une forme d'abus mental dans lequel l'information est déformée ou présentée sous un autre jour, pour favoriser l'abuseur, dans le but de faire douter la victime de sa mémoire, de sa perception des choses. Les accusatrices sont souvent des femmes, mais de plus en plus d'hommes se manifestent, des personnes trans, non-binaires, etc. La violence, doit-on le rappeler, n'a pas de genre ni d'orientation sexuelle. Les accusé.es sont parfois mis.es au courant. Quelqu'un a brisé l'entente de confidentialité. Dans le groupe, on nous rappelle son importance. Les accusé.es cherchent à se défendre en publiant des explications, leur version de l'histoire sur leur page. Certain.es font leur mea culpa alors qu'ils ne figuraient même pas sur la liste. On croit à une prise de conscience collective. Plusieurs personnes, professeures, écrivaines, quittent le groupe après quelques jours pour reprendre leurs esprits tellement la violence qu'on peut y lire est sournoise, répandue, malsaine, sale. Tu fais de même. Tu te sens hors de tout cela.

Puis la vérité t'apparaît clairement, repousse les mensonges racontés tout ce temps. Quand c'est répandu à ce point, c'est que c'est devenu une culture, une culture de l'agression, de l'abus de pouvoir. Le milieu littéraire a toujours été sulfureux. D'aucuns se vantent de faire partie du dernier rempart contre le puritanisme et la rectitude morale. Tu réalises que tout ce que tu as toujours jusque-là considéré comme des choix étaient en fait des stratégies. Le *choix* de ne pas faire partie de ce groupe de recherche parce que tu connaissais la réputation de tel prof. Le *choix* de ne pas être dirigée par ce prof dont tout le monde savait qu'il collectionnait les étudiant.es. Le *choix* de ne pas aller étudier à tel endroit. Le *choix* de ce sujet plutôt qu'un autre, pour éviter tel milieu. Le *choix* de quitter une institution pour une autre. Le *choix* d'une editrice plutôt qu'un éditeur qui, par son attitude, te semblait déjà louche, même si encensé par tous. Tu verras son nom apparaître dans quelques témoignages, tu avais vu juste. Le *choix* de ne pas aller dans tel salon du livre, dans tel lancement. La *décision* de quitter au bon moment. De ne pas trop boire. De ne pas aller trinquer dans la chambre après avec les autres, là où les contacts se nouent. Tu revisites ton parcours et la nausée ne te quitte pas. Ta peur d'être trop féminine. Ta peur d'attirer le regard. Ta rencontre avec ce prof qui te dit par écrit qu'il acceptera de te diriger si ça lui rapporte une femme. Tu

es sortie du milieu universitaire dégoûtée par tout ce que tu as vu, entendu. Tu repenses aux colloques où tout se passe en coulisses, des récits de filles revenues déçues, dégoûtées, traumatisées, qui doutent de la valeur de leur travail parce qu'on ne leur a parlé que de leur physique. Tu te disais que le milieu était pourri, que c'était comme ça, que tu n'y avais sans doute pas ta place par manque de talent, parce que tu ne sais pas t'y mouler, parce que tu n'es pas si bonne après tout. Tu as trouvé dans l'enseignement au collégial un espace où tu peux parler de littérature librement. Et tu as fait la rencontre des étudiant.es. Tu t'es vue en eux, curieuse, naïve, *innocente*. En ce jour de canicule, tu essaies de soulager ta nausée en te concentrant sur l'essentiel. Puis la liste te revient en tête. Les noms défilent. Et parmi eux, certain.es de tes collègues. Du passé. Du présent. Tu fais le ménage dans tes contacts. Tu revisites tes souvenirs. Toi-même, jeune étudiante, en stage à l'étranger. Tel prof ne t'a-t-il pas invitée dans sa chambre ? Tu as refusé. Un autre a fait des avances à ton amie. Elle était amoureuse... Tu penses à ces profs qui, depuis des années, font l'objet de rumeurs. Des profs qui ont eu des avertissements, dont le dossier s'épaissit. Des profs dont tu évites le regard dans le corridor. Des profs que tu observes du coin de l'œil pour les prendre en défaut. Tu y repenses, et tu te dis : basta. Ça ne peut plus durer. Tu rêves que les dénonciations soient entendues. Que les victimes soient crues, que les crimes cessent d'être minimisés. Une caresse non consentie est une caresse de trop. Une insinuation est une insinuation de trop. Tu te dis que ce n'est pas vrai que la liste et tous les témoignages anonymes qu'elle cache sera rangée comme si de rien n'était. Tu te dis que c'est ta responsabilité, comme prof, de faire changer les mentalités, les comportements. Ceux et celles qui suivent n'ont pas à passer par là. Tu restes convaincue qu'on n'accusera personne sur simple dénonciation. Qu'on ne salira pas des réputations pour de simples rumeurs. Ce n'est pas ce dont il est question ici. Tu décides que tu ne joueras plus à l'autruche. Tu t'entoures de gens qui ne joueront plus à l'autruche non plus. Tu ne laisseras plus rien passer. Nous ne laisserons plus rien passer. Tu te demandes pourquoi tu n'as pas écrit ce texte au « je ». Je ne veux plus que ça se reproduise. Je ne laisserai plus rien passer.

*L'administratrice principale du Groupe de soutien pour femmes et minorités de genres (milieu des arts queb), groupe cousin de celui évoqué ici, est visée par une poursuite de 100 000 \$ en diffamation. Une campagne de sociofinancement est en cours pour assurer sa défense. L'éditeur Michel Brûlé a été reconnu coupable d'agression sexuelle.*





## Elvis toujours vivant ! (deuxième partie)

Daniel Laferrière | Philosophie

**« Ils pensaient qu'ils n'avaient que cette vie et ils s'y accrochaient de toutes leurs forces même si cela leur coûtait leurs affections (...), leur argent (...), leur emploi (...), leur intelligence (...), leur liberté. C'était un grand camp de concentration pour prisonniers volontaires ! (...) Ils ont tout accepté, tout, tant qu'ils pouvaient prolonger leur misérable vie un jour de plus ».**

C.S. Lewis, *La Tactique du diable*

La docilité n'est pas l'apanage des syndicats; la presse écrite et la télévision se sont systématiquement employées à entretenir la peur, sinon la panique. Pour les grands médias, aucune mesure gouvernementale n'est à la hauteur de leurs exigences. Les chroniqueurs du *Journal de Montréal* – à l'exception de Réjean Tremblay et de Nathalie Elgrably – n'ont de cesse depuis des mois de réclamer des mesures plus sévères : masques, contrôles, re-fermeture des bars, amendes; les réfractaires au masque ne devraient-ils pas renoncer à l'assurance-maladie, voire – sur le mode prudent de la blague – être déportés à Gagnon, dans le nord du Québec ? Dans les points de presse, les questions des journalistes consistent pour l'essentiel à demander quand sera enfin introduite telle mesure déjà en vigueur dans quelque coin de la planète. On applaudit l'invitation du ministre de la Santé à la délation au moyen de vidéos; les policiers devraient pouvoir entrer dans les maisons sans mandat, les algorithmes des médias sociaux être modifiés.

La classe politique, unanimement, s'est rangée derrière le gouvernement. Moins humoriste que Richard Martineau mais non moins grand humaniste, l'ex-ministre des Finances Raymond Bachand lançait l'idée que des tests instantanés pourraient être pratiqués pour obtenir un « permis de circuler » (sans lequel on ne pourrait ni voyager, ni travailler, ni sortir de chez soi --- une sorte d'euthanasie sociale), La colonie artistique, privée de revenus, s'est en partie recyclée dans la publicité gouvernementale. Les ordres professionnels tiennent en main leurs membres, qui ne peuvent s'exprimer qu'avec la plus grande circonspection. Sur les Facebook, Twitter et Youtube, chaînes, vidéos et commentaires souvent disparaissent pour « manquement aux règles de la communauté ».

Le gouvernement ne semble pas connaître de limites au-delà desquelles les sacrifices deviendraient inacceptables. L'esprit peut certes s'enflammer à la pensée de la sublimité d'une humanité qui accepterait de vivre à jamais en camp de concentration pour le prolongement, ne fût-ce que

d'une heure, de la vie d'un grabataire comateux (et en attendant cette humanité, recevoir comme une grâce le chemin de croix imposé par l'État). Si admirable que soit cet idéal de sainteté, le camp de concentration, même s'il leur donnait l'occasion de manifester leur élévation morale, est-il l'avenir que nous pouvons souhaiter à nos enfants ? Mais le Québec, qui sait, avait peut-être à son insu élu des « jansénistes ».

La question, alors, semblera immorale, mais néanmoins les effets nocifs des mesures dites « sanitaires » sur la santé physique et psychologique, la vie sociale et l'économie ne sont-ils pas hors de proportion par rapport à ce que celles-ci peuvent apporter ? D'autant plus que bien loin d'être strictement dictées par la situation sanitaire, ces mesures sont avouées être désormais fonction d'un facteur nouveau (mesuré et pondéré comment ?) : la « conformité » de la population aux directives. On désigne ainsi à la colère du peuple dans les délinquants de tout genre ou dans les simples opposants les responsables des maux subis; nous en arrivons à la prise en otage de la population – peut-être bientôt à la chasse aux sorcières.

Les résidents du district de Victoria en Australie sont astreints à un couvre-feu dès huit heures le soir et ne peuvent se déplacer sans permission à plus de cinq kilomètres de leur domicile (13). La Nouvelle-Zélande a instauré des camps pour les individus en quarantaine (14). En Allemagne, les enfants soupçonnés d'être positifs et qui ne pourraient être isolés dans une pièce de leur maison pendant quatorze jours, peuvent être enlevés à leur famille (15). En Israël, il est interdit de se rassembler à plus d'un kilomètre de son domicile. Masque obligatoire à l'extérieur en Italie. Les enfants de certaines garderies en Thaïlande jouent seuls, masqués, dans des cages de verre (16). Dans une région des Philippines, il y a un couvre-feu 24 heures par jour pour les moins de 21 ans et les plus de 60 ans (17). Jusqu'où la compassion, la solidarité, le principe de précaution et le souci des plus vulnérables ne peuvent-ils pas être étendus ?

Des scientifiques et médecins, comme en France les docteurs Perrone et Toussaint et l'épidémiologue Toubiana, dénoncent pourtant l'inutilité de ces mesures (18); une organisation internationale de médecins a même été mise sur pied à cette fin (19).

Avec ses nouvelles restrictions en raison de la « deuxième vague » signalée selon lui par les hospitalisations en hausse, le gouvernement alimente lui-même les soupçons de conspiration et d'agenda caché. Les hospitalisés sont-ils bien tous des malades ? Tout ce que le ministre Dubé arrive à nous expliquer confusément, c'est que les jeunes

pourraient un jour engorger les hôpitaux (20). Mais les moins de 40 ans ne constituent encore que 2 % des 468 hospitalisés au 13 octobre, 70 % ont plus de 70 ans, et on ignore qui sont les récents décédés (21). En caricaturant toute contestation ou interrogation comme le fait d'esprits crédules, aisément manipulables, peu éduqués, et peut-être un peu arriérés, – ce que semble connoter le terme de « complotiste » –, on contribue à créer une « immunité de groupe » vis-à-vis de son propre discours (22). Quand on sait que le Fonds monétaire international offre généreusement aux États de financer leur endettement non pas en raison du confinement mais à la condition de le mettre en vigueur, comme dans le cas de la Biélorussie, on peut se demander quelles sont les finalités de ces mesures obstinément imposées (23).

Le risque zéro n'existe pas dans la vie et les plus vulnérables de la société sont essentiellement dans les CHSLD ou les maisons de retraite, pas en milieu de travail, dans les bars ou le métro à l'heure de pointe. C'est dans le contact avec eux qu'il y a des précautions à prendre (pour le personnel soignant) et c'est aussi à eux de prendre les précautions qu'ils jugent nécessaires dans leurs relations avec les autres. La carte de la culpabilité : « s'opposer aux mesures sanitaires, c'est faire montre d'égoïsme et se rendre potentiellement responsable de la mort du Pépé ou de la Mémé » (variante du « c'est par respect pour les autres ») ne devrait pas tenir lieu de « joker ». Ne serait-ce pas plutôt un égoïsme monstrueux que d'exiger que la vie de chacun soit bouleversée de fond en comble parce qu'on se trouve pour des raisons d'âge ou de santé dans une plus grande vulnérabilité ou parce que notre sentiment de sécurité s'en trouverait tout simplement accru ? (24). Imposer aux cuisiniers ou aux mécaniciens d'adopter les uns vis-à-vis des autres des mesures appropriées à l'endroit de vieillards de 80 ou 90 ans à la santé fragile, ce n'est pas faire régner sur la terre la vertu, c'est faire régner l'absurdité. Que les enseignants qui encourraient un risque grave et établi en raison de leur état de santé puissent bénéficier de dispositions particulières, soit; mais le fonctionnement du système d'éducation, ne devrait pas s'en trouver chambardé. Il y a des craintes qui peuvent être démesurées : l'État n'a pas à les propager, les syndicats n'ont pas à les cultiver et la société n'a pas à s'y adapter.

On a ridiculisé la docteure Theresa Tam pour ses recommandations de porter le masque dans les relations sexuelles. Cela était pourtant tout à fait logique et cohérent. Mais évidemment, on peut se demander ce que peut bien vouloir dire « faire l'amour » dans ces conditions. Cela est-il représentatif de la « nouvelle normalité » qui s'annonce, celle d'un monde logique, mais en un sens complètement fou ? (25).

(13) <https://www.youtube.com/watch?v=mjrt0LxS7Vmc&t=2s>

(14) <https://greatgameindia.com/new-zealand-quarantine-camps/> Le Canada en prépare : <https://www.youtube.com/watch?v=5vLqdsN8I9Q>

(15) <https://www.welt.de/politik/deutschland/article213026408/Corona-Quarantaene-Gesundheitsaemter-wollten-Eltern-und-Kinder-trennen.html>

(16) <https://www.washingtonpost.com/education/2020/08/11/some-remarkable-pictures-kids-schools-around-world/>

(17) <http://dumaguetcity.gov.ph/2020/08/10/reminder-curfew-remains-effective-under-extended-mgcq/>

(18) <https://www.youtube.com/watch?v=j-4Xu-Omn2s&t=2632s>

<https://www.youtube.com/watch?v=HAy8IU72KSE>

(19) <https://www.xn--rzte-fr-aufklrung-pqbn68b.de/>

(20) <https://www.youtube.com/watch?v=oyetYu4BeXM>

(21) <https://www.inspq.qc.ca/covid-19/donnees/age-sexe>

(22) Le gouvernement allemand a adopté la même ligne au printemps : « ésootéristes », reprise par les médias : « Manifestation des chapeaux d'aluminium » (chapeaux censés empêcher les extraterrestres de lire dans les pensées).

(23) <https://eng.belta.by/president/view/belarus-president-unwilling-to-accept-additional-terms-to-get-foreign-loans-131164-2020/>

(24) Carte qui fait incidemment partie de « manuel de panique » du gouvernement allemand dont il est fait état dans les poursuites pour crimes contre l'humanité qui se préparent à l'échelle internationale : <https://www.youtube.com/watch?v=UQFZHtmW8DY&feature=youtu.be>

(25) L'expression de « nouvelle normalité », dont les autorités aiment maintenant faire usage, apparaîtrait pour la première fois en 1966 dans un roman de science-fiction de Robert Henlein. Ironiquement, c'est chez un auteur conspirationniste, David Icke, dans une somme de 900 pages, --- une sorte d'Encyclopédie des sciences philosophiques de la conspiration (*The Perception Deception*, 2013) --- qu'elle paraît revenir à la vie : « Crazy is the new normal » (p.510).



Écouter les murs parler de cet automne insensé.

